



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
12 avenue de Paris  
62400 Bethune

Béthune, le 16/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCORI**

Rue de la Loïsne  
62530 Hersin-Coupigny

Références : 510-2025  
Code AIOT : 0007000705

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2025 dans l'établissement SCORI implanté Rue de la Loïsne 62530 Hersin-Coupigny. L'inspection a été annoncée le 22/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection menée en septembre 2025, qui faisait suite à l'examen par l'Inspection de la révision de l'Etude De Dangers du site SCORI HERSIN (EDD adressée en préfecture en janvier 2023) et de la proposition en juin 2025 de "donner acte" de cette étude révisée, avait pour principal objectif d'examiner par sondage, la gestion d'équipements importants pour la sécurité identifiés dans l'EDD.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCORI
- Rue de la Loïne 62530 Hersin-Coupigny
- Code AIOT : 0007000705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le centre de transit, regroupement et prétraitement de déchets industriels spéciaux SCORI situé sur la commune d'Hersin-Coupigny, créé en 1986, est aujourd'hui rattaché au pôle IWS Chemicals du groupe SUEZ.

Le site est installé sur le site de l'ancienne cimenterie des Ciments Français, au lieu-dit « La Carrière », le long de la D301. La plateforme occupe une superficie de 2,7 ha sur la commune d'Hersin-Coupigny (section AV parcelles 118, 120, 122, 126, 128 et 133).

La plateforme réceptionne des eaux souillées, des déchets pâteux en vrac, des déchets conditionnés, des emballages vides et matériaux souillés, des solvants souillés et des déchets toxiques en quantités dispersées. Elle est spécialisée dans la fabrication de combustibles solides de substitution (CSS).

Les activités du site se répartissent entre les unités suivantes :

- le laboratoire (acceptation des déchets, contrôle des produits sortants)
- le secteur dit « COVADIS » qui regroupe l'atelier de pré-broyage, la tour de broyage et l'atelier combustibles solides de substitution CSS 10
- le secteur dit « COMBSU » constitué de la zone « Cuve Eaux souillées ».

Secteur COVADIS :

Les déchets conditionnés sont broyés dans la tour de broyage (10 000 t/an) puis mélangés en fosses aux déchets pâteux (20 000 t/an). Le déchet pâteux et solide homogénéisé en fosse est alors repris par une pelle mécanique et mélangé à la sciure (10 000 t/an) pour imprégnation avant acheminement par convoyeur vers un crible rotatif. Le criblage permet de séparer le produit fini (CSS 10 de granulométrie < 10 mm) des refus organiques ou métalliques. Le CSS PRECA (plus grossier) est produit à partir du broyage des emballages souillés et refus de fabrication du CSS 10, à l'atelier de pré-broyage. L'établissement produit environ 40 000 t/an de CSS 10 et 5 000 t/an de CSS PRECA, valorisés principalement en cimenteries.

Secteur COMBSU :

Les eaux souillées réceptionnées (Pt éclair > 60 °C) transitent par un filtre dégrilleur avant d'être stockées dans les cuves dédiées. Elles seront ensuite incinérées en cimenteries (6000 t/an).

SCORI Hersin-Coupigny emploie 35 personnes.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, l'établissement SCORI à Hersin Coupigny est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 1er juillet 1998. L'arrêté complémentaire du 28 janvier 2020 a actualisé la liste des installations autorisées sur le site.

L'établissement est classé Seveso seuil bas (rubriques d'assimilation des déchets présents sur le site 4130, 4150 et 4331).

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24/11/2010 sur les émissions industrielles (rubrique principale 3510). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT) ont été publiées le 17/08/2018 au JO de l'UE (décision d'exécution (UE) 2018/1147). L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 fixe, au titre de la décision d'exécution (UE) 2018/1147, les prescriptions applicables à l'établissement.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2022 a acté de l'application des MTD à compter du 17/08/2022, à l'exception de la MTD n°45 pour laquelle une dérogation a été accordée.

## Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Equipements importants pour la sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 17.1 - 17.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Suivi des EIPS : dépoussiéreur process et atelier de fabrication CSS 10	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 17.1.3 ; 17.1.4 ; 17.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Suivi des EIPS : tour de broyage	Arrêté Préfectoral du 18/11/2009, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les équipements importants pour la sécurité (détection et actions associées, moyens de lutte contre l'incendie...) mentionnés dans l'étude de dangers pour les installations examinées le 05/09/2025, sont présents sur site, opérationnels, entretenus et surveillés.

Néanmoins, l'exploitant doit formaliser précisément la liste de ces EIPS sur la base des critères retenus et décrire précisément à l'échelle du site SCORI HERSIN, l'organisation mise en place (dispositions générales et spécificités du site) pour s'assurer de leur gestion notamment par le biais de la GMAO.

L'exploitant devra veiller à la parfaite lisibilité des comptes-rendus de vérification remis par les prestataires extérieurs : objet et périmètre du contrôle, complétude, repérage précis des équipements contrôlés, synthèse claire et partagée des anomalies. L'examen de plusieurs comptes-

rendus consultés amène à cette observation, essentielle pour permettre un suivi rigoureux des équipements (dont les EIPS), assurer la traçabilité des actions engagées et justifier de leur bon état de fonctionnement.

Pour certains EIPS (non contrôlés de manière exhaustive le 05/09/2025) et au regard du risque foudre, des actions correctives sont à engager et des documents justificatifs seront à transmettre à l'Inspection (cf. points de contrôle 2 à 4).

Enfin, l'Inspection formule plusieurs demandes pour lesquelles une réponse est attendue sous deux mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Equipements importants pour la sécurité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 17.1 - 17.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, règles de gestion des équipements importants pour la sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  17.1.1.- L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites. <u>17.1.2- Règles d'exploitation</u> L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Ces dispositions portent notamment sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),</li><li>- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,</li><li>- la maintenance et la sous-traitance,</li><li>- l'approvisionnement en matériel et matière,</li><li>- la formation et la définition des tâches du personnel.</li></ul> Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées et feront l'objet d'un rapport annuel.
<b>Constats :</b>  Demande de l'Inspection concernant la liste des EIPS: L'exploitant a indiqué ne pas avoir formalisé une liste des EIPS en tant que telle et que ces EIPS correspondaient : <ul style="list-style-type: none"><li>- aux moyens de lutte contre l'incendie (vérifiés par le prestataire tyco: marché national SUEZ IWS),</li><li>- à ceux faisant l'objet de "VGP" (Vérification Générales Périodiques),</li></ul> et que les dispositions observées pour la maintenance et la vérification de l'ensemble de ces éléments de sécurité étaient renseignées dans le logiciel de GMAO (Maximo).  <b>Si l'ensemble de ces éléments sont considérés EIPS, l'exploitant doit le mentionner expressément. A défaut, il lui revient de formaliser une liste des EIPS.</b> <u>Observation</u> : l'exploitant a communiqué à l'Inspection le 16/09/2025 une liste des EIPS associés

aux dépoussiéreurs (process et réseaux A & B): détecteurs LIE, logiques câblées associées à ces détecteurs, centrales LIE, automates de sécurité, événements d'explosion, éléments associés au décolmatage (réservoirs d'air comprimé, électrovannes et coffrets séquenceur).

L'Inspection a souhaité connaître les documents techniques (type DOE, plans, notices, schémas fonctionnels...) tenus à la disposition des organismes vérificateurs pour permettre une vérification du dispositif de sécurité dans son ensemble : détection, chaîne de transmission et actions associées telles que alarmes, mises en sécurité, déclenchements automatiques...

Exemple pour un capteur : s'assurer que le contrôle ne porte pas que sur le bon étalonnage.

Selon l'exploitant, le vérificateur s'assure de l'étalonnage du capteur et du retour d'indication en supervision ; **l'exploitant a indiqué néanmoins qu'il examinerait plus précisément ce point, par type d'EIPS.**

Demande de l'Inspection concernant la procédure générale et les consignes spécifiques de contrôle, essais, maintenance des EIPS et la conduite à tenir en cas de leur indisponibilité :

L'examen de la procédure "maintenance" (rév.1 du 17/04/2023) montre qu'elle vaut pour le maintien en bon état de fonctionnement de toutes les installations, équipements et matériels ; elle retient parmi ses thématiques prioritaires la maîtrise des contrôles réglementaires avec un suivi des visites et de la gestion des non-conformités. Elle décrit la gestion des interventions de maintenance préventive et la gestion de la maintenance corrective (demandes de service dans le logiciel de GMAO "Maximo" avec définition des priorités). Elle rappelle les dispositions à observer pour garantir la sécurité des interventions de maintenance (plan de prévention avec mesures de consignation et permis de travail adaptés, surveillance du déroulement des travaux et contrôle en fin d'intervention).

A aussi été consultée la procédure "Maîtrise des risques industriels et environnementaux" (rév.1 du 21/01/2021). Cette procédure décrit les règles à respecter pour la maîtrise des risques qui supposent que les risques pour un site donné soient identifiés de manière exhaustive, cotés, hiérarchisés, réduits par la mise en place d'actions et de barrières de prévention/protection; elle prévoit des revues régulières aux fins de reporting.

En lien avec le point inspecté, cette procédure définit la gestion des barrières de protection et de prévention et précise, dans le cas où elle mettent en œuvre des dispositifs techniques, que ces derniers sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques diverses auxquelles ils sont exposés (conditions d'exploitation, produits manipulés, environnement du système...), que les capteurs, chaînes de transmission et actionneurs sont conçus pour permettre leur maintenance, qu'ils doivent faire l'objet de tests réguliers afin de s'assurer de leur efficacité (fréquence des tests dépendant de la réglementation (EDD...), des préconisations constructeurs, du retour d'expérience, de la criticité de la barrière.

**Observation : les documents consultés mentionnés ci-dessus sont de portée générale et établis à l'échelle du groupe SUEZ IWS Chemicals France** (disponibles sur site en version dématérialisée).

L'ensemble de la documentation technique usine (DOE, plans, documents constructeur...),

disponible sur le réseau de chaque entité, est accessible au groupe IWS pour assistance et suivi. Tous les documents techniques, y compris ceux des équipements spécifiques d'un site, sont versés dans la base nationale du groupe IWS (ceux concernant le site SCORI Hersin sont repérés HE).

Pour gérer et piloter les interventions de maintenance, le site utilise le logiciel de GMAO Maximo. Les équipements y sont identifiés par un libellé et plusieurs codes (code équipement, code famille d'équipement), ce qui permet de leur associer un type de maintenance.

Les déclenchements des opérations de maintenance préventive sont effectués suivant des périodicités définies en tenant compte de facteurs tels que le retour d'expérience et basées sur une stratégie de maintenance.

GMAO et VGP (sauf en cas de contrats de maintenance) sont pilotées au niveau du site SCORI par le Responsable maintenance ; le niveau national SUEZ IWS génère des alertes en cas de retard.

En cas de situations dégradées pouvant résulter de dysfonctionnement d'équipements, l'exploitant précise que le personnel concerné met en œuvre les actions définies dans les modes opératoires, repris pour certains dans le POI.

#### **Actions correctives et justificatifs demandés**

**Formalisation de la liste des équipements importants pour la sécurité**

**Description précise de l'organisation mise en place à l'échelle du site SCORI Hersin pour la gestion de ces EIPS (dispositions générales et spécificités).**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Documents à transmettre

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Suivi des EIPS : dépoussiéreur process et atelier de fabrication CSS 10**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 17.1.3 ; 17.1.4 ; 17.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi des équipements de sécurité

**Prescription contrôlée :**

17.1.3- Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

17.1.4- La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

**Constats :**

Équipements importants pour la sécurité (EIPS) examinés plus particulièrement dans le contexte rappelé au §1 du présent rapport : ceux identifiés pour la tour de broyage (voir point de contrôle n°3), le dépoussiéreur process et l'atelier de préparation du CSS 10.

Vu compte-rendu de vérification périodique du 15/04/2025 du système sprinkleurs concernant l'atelier CSS 10 et la tour de broyage, vérification réalisée par la société Tyco. **Ce compte-rendu établi le 30/04/2025 mentionne des données d'entrée non fournies par l'exploitant ou incomplètes, des écarts relativement nombreux au référentiel sans risque d'échec mais à lever au plus vite (liste au § VIII), certains signalés pour la première fois dès janvier 2021, de nombreuses observations / propositions d'amélioration (répétées depuis plusieurs années) et un risque de mise en situation d'échec du système.**

L'exploitant a transmis à l'Inspection un bon de commande (réf PHE-2687) adressé à Tyco le 16/09/2025 pour une date requise d'intervention au 31/10/2025. L'Inspection suppose que ce bon de commande (qui se réfère à une référence de devis dont elle n'a pas eu connaissance) s'inscrit en réponse au compte-rendu ci-dessus de vérification du système sprinkleurs.

**Actions correctives et justificatifs demandés**

Ils concernent la levée des anomalies relevées dans le compte-rendu Tyco du 30/04/2025 de vérification du système sprinkleurs.

Seront transmis à l'Inspection : les justificatifs d'actions correctives, les extraits correspondants de traçabilité sur GMAO, et le cas échéant, le compte-rendu de la dernière vérification semestrielle.

Les autres constats figurent en annexe confidentielle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Réaliser un étalonnage du détecteur AT 10900 (pied de trommel)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Suivi des EIPS : tour de broyage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/11/2009, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, suivi des équipements de sécurité

**Prescription contrôlée :**

ARTICLE 11 - TOUR DE BROyage DES DÉCHETS CONDITIONNES : PRÉVENTION DES RISQUES ET SECURITE



[...] Fonctionnement sous atmosphère appauvrie en oxygène :

[...] Principaux dispositifs de sécurité complémentaires :

*Les prescriptions figurent en annexe confidentielle*

#### **Constats :**

Vu PV d'intervention EUROFEU SERVICES (moyens de lutte incendie équipant la tour de broyage) :

- 12/08/2024 concernant les dispositifs d'extinction automatique : bon fonctionnement

- 24/09/2024 parc extincteurs : bon fonctionnement des extincteurs n°44 à 48 présents dans la tour

Vu compte-rendu de la vérification du 11/08/2025 par Johnson Controls des 11 RIA équipant le site : **plusieurs anomalies ont été relevées sur le RIA n°5 équipant la tour de broyage (des anomalies ont été relevées sur la quasi-totalité des équipements).**

#### **Actions correctives et justificatifs demandés**

Ils concernent la levée des anomalies relevées dans le compte-rendu Johnson Controls du 11/08/2025 de vérification des RIA.

Seront transmis à l'Inspection : les justificatifs d'actions correctives et les extraits correspondants de traçabilité sur GMAO.

**Observation :** il a été noté le jour de l'inspection que les abords de la tour de broyage étaient fortement empoussiérés (dépôts sur les structures notamment).

Les autres constats figurent en annexe confidentielle.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Opération de nettoyage à mener dans la tour de broyage dans le respect des règles de sécurité.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 4 : Protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre la foudre

**Prescription contrôlée :**

Article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

« L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

« La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

« Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. »

#### Article 19 de l'arrêté du 4 octobre 2010

« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

« Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

« Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

« Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

#### Article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations « à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 » autorisées à partir du 24 août 2008 « et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 », pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

#### Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF

C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Article 22 de l'arrêté du 4 octobre 2010

« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

### **Constats :**

Observation préalable : l'étude de dangers révisée, dans sa version adressée au préfet le 04 janvier 2023, mentionnait une mise à jour prévue en 2023 de l'analyse du risque foudre, et le cas échéant la réalisation d'une étude technique foudre.

L'analyse du risque foudre pour le site SCORI d'HERSIN a été commandée en 2023 et réalisée en 2024.

A la date de l'inspection, le compte-rendu définitif n'avait pas été remis par le prestataire APAVE malgré plusieurs relances effectuées par l'exploitant, selon ses indications ; l'Inspection a demandé à ce qu'il lui soit transmis dès réception.

Le compte-rendu de l'analyse du risque foudre, basé sur le référentiel réglementaire (arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié) et portant sur l'ensemble du site conformément à l'article 18 de cet arrêté, finalement établi en date du 15/09/2025, a été transmis à l'Inspection par mail du 16/09/2025 (ce document mentionne une intervention réalisée durant la première quinzaine de septembre 2025).

Ce compte-rendu précise que l'étude de dangers révisée mentionnée ci-avant fait partie de la liste des nombreux documents techniques examinés pour produire l'analyse du risque foudre.

L'examen du compte-rendu met en évidence la nécessité :

- de protéger deux structures du site (le bâtiment principal de production et le bâtiment abritant le stockage des déchets conditionnés) pour lesquelles la probabilité d'occurrence relative à la perte de vie humaine est supérieure à  $10^{-5}$ .

Il est noté que les systèmes de protection contre les effets directs de la foudre sur 4 structures (dont les deux visées ci-dessus auxquelles s'ajoutent les ateliers liquides HPE et ex BPE) doivent être définis par le biais d'une étude technique foudre.

- de protéger de nombreux EIPS contre les effets indirects de la foudre, EIPS pour la plupart en lien avec la détection d'atmosphère explosive (centrale, détecteurs, transmission...) et aussi quelques équipements (automate de sécurité TGBT, réservoirs d'air comprimé, coffret d'air

comprimé, électrovannes de décolmatage des deux réseaux de dépoussiérage).

Les dispositifs de protection tels que parafoudre, liaison équipotentielle... devront également être déterminés via une étude technique foudre.

- de compléter la procédure de protection contre la foudre (notamment par la formalisation des mesures à mettre en place en cas de période orageuse), de même que les moyens mis en œuvre pour informer les intervenants en cas d'orage (paragraphe spécifique à intégrer aux bons de travail, signalétiques au droit des zones sensibles et descentes...).

A l'occasion de la visite sur le terrain, vu sur site la présence effective des PDA (paratonnerres à dispositif d'amorçage) : en toiture du bâtiment principal de production (bâtiment abritant la tour de broyage), à proximité du bâtiment d'entreposage des déchets conditionnés, sur l'un des réservoirs de la zone des liquides HPE et au droit de la zone des liquides BPE.

Les descentes associées n'ont pas été visualisées lors de l'inspection.

Les parafoudres de protection des éléments sensibles contre les effets indirects (surtension) n'ont pas non plus été vérifiés sur site le 05/09/2025.

Dernière vérification des installations faite en 2024 ; compte-rendu tenu à la disposition de l'Inspection, non examiné précisément. L'Inspection demande à ce que le compte-rendu de la dernière vérification périodique des installations du site contre le risque foudre soit transmis à l'Inspection. Y seront joints les justificatifs de réalisation (et l'éventuel échéancier) des actions correctives.

#### Constat sur site en marge du point inspecté

Vu stockage sous préau non loin de la ligne de gaz naturel : conformément aux indications mentionnées dans l'EDD révisée (pages 109 et 115), l'absence de déchets y a été constatée. N'y était entreposé que du matériel, pour l'essentiel constitué de pièces métalliques. Il a été demandé à l'exploitant de déplacer les quelques pièces potentiellement combustibles (plastiques, PVC) présentes sous ce préau, de sorte qu'elles soient situées côté opposé au local incendie.

#### Actions correctives et justificatifs demandés

L'Inspection demande que les actions requises soient réalisées et que lui soient transmis sous deux mois :

- le compte-rendu de la dernière vérification périodique des installations du site contre le risque

<p>foudre et les justificatifs de réalisation des actions correctives,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les études techniques requises pour les 4 structures identifiées dans l'ARF (détermination des SPF complémentaires pour deux d'entre-elles et confirmation ou non du caractère suffisant des SPF pour les deux autres) et pour la protection des EIPS contre les effets indirects de la foudre (et le plan d'actions associé)</li> <li>- les compléments requis pour les mesures de prévention (procédure) et moyens de prévention mis en œuvre pour informer les intervenants en cas d'orage.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Déplacement des pièces combustibles présentes sous le préau pour qu'elles soient situées côté opposé au local incendie</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prélèvements environnementaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La politique de prévention des accidents majeurs prévue à l'article R. 515-87 du code de l'environnement est décrite par l'exploitant dans un document maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit</p>

compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

#### **Constats :**

Bref rappel du contexte et de l'objet de ce point de contrôle effectué en date du 05 septembre 2025 : il s'agit d'établir un échange sur les mesures déjà engagées ou envisagées de mise en œuvre des dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident, sujet identifié parmi les actions nationales de l'inspection des installations classées en 2025.

Pour rappel, le POI du site doit avoir intégré ce point au premier janvier 2026.

Vu dans la dernière version du POI datée du 16/10/2024 : convention d'adhésion signée le 12/07/2022 avec DUQAM (Dispositif d'Urgence Qualité de l'Air Mutualisé), aux fins de mise en œuvre des dispositions permettant de réaliser les prélèvements dans l'environnement éventuellement requis en situation accidentelle.

Convention signée, effective pour les années 2022 à 2024, et prévoyant au-delà sa reconduction tacite (d'après l'article 11 de la convention).

Figure dans cette convention la liste des substances susceptibles d'être analysées.

Vu en annexe 17 le document décrivant les dispositions observées pour les « Remise en état et nettoyage de l'environnement après un accident majeur ».

Les différents domaines d'intervention compris au travers de la convention DUQAM sont les suivants : « flore/jardins » / « sols » / « eaux souterraines ».

Sur site le 05 septembre 2025, l'exploitant a précisé que c'est le contexte "post-accident de Rouen" qui avait amené SCORI à anticiper l'échéance réglementaire et à signer la convention DUQAM dès 2022.

Il a également porté à la connaissance de l'Inspection :

- que le partenariat avec le dispositif DUQAM n'avait pas été renouvelé au titre de 2025,
- qu'il avait souscrit un contrat avec l'APAVE (contrat qui vise les milieux air, eaux et sols). **Le POI du site SCORI devra donc faire l'objet d'une mise à jour sur ce point.**

L'Inspection a demandé le 05/09/2025 qu'une copie du contrat lui soit transmise.

Le document correspondant à cette demande, transmis à l'Inspection le 16/09/2025, correspond à la proposition de convention pour une durée de trois ans avec tacite reconduction, signée par le prestataire (APAVE) le 27/03/2025.

Le rapport associé, présentant la stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident (version n°1 datée du 27 mars 2025), a également été transmis à l'Inspection ; l'examen de ce document montre que la stratégie est basée sur des investigations techniques spécifiques au site et à ses activités, menées de manière méthodique et rigoureuse, qu'elle y est exposée très clairement par le prestataire et qu'elle répond aux objectifs réglementaires attendus.

Ont été définis :

- entre autres sur la base de l'étude de dangers, les paramètres à mesurer (produits de décomposition et substances) dans les différents milieux (air / surfaces / eaux d'extinction / sols / eaux souterraines ) suivant les déchets concernés et les phénomènes dangereux identifiés, ainsi que les niveaux de détection correspondants ;
- les équipements possibles pour assurer les prélèvements suivant les substances et les milieux ;
- les zones sensibles à examiner en priorité en cas d'accident ;
- l'approche à retenir pour identifier les points de prélèvement lors de l'accident.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection a demandé à ce que le POI du site SCORI soit mis à jour pour viser le contrat en vigueur concernant la stratégie de mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en cas d'accident.

Elle demande également que lui soit transmise la convention en vigueur signée des deux parties.

**Type de suites proposées :** Sans suite